



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT WESTROCK FRANCE

1 RUE JULES VERNE
33660 Saint-Seurin-Sur-L'isle

Code AIOT : 0005201276

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK FRANCE implanté 1 RUE JULES VERNE 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT WESTROCK FRANCE
- 1 RUE JULES VERNE 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle
- Code AIOT : 0005201276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Smurfit Westrock, basée à Saint-Seurin sur l'Isle, fabrique du carton ondulé à partir de

papier, et le transforme en emballages. L'établissement est composé d'une halle principale consacrée à la production, équipée notamment d'une onduleuse, et de plusieurs autres locaux et bâtiments destinés au stockage, à l'expédition, aux tâches administratives et à diverses utilités. Le site emploie environ 170 personnes (dont 150 permanents) et fonctionne en 3x8h, hors week-end normalement.

L'établissement comprend plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et est soumis au régime de l'autorisation sous les rubriques 2445 (transformation de papier et carton) et 2450 (imprimerie). Initialement autorisé en 1987, son fonctionnement est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2005, modifié notamment par les arrêtés du 19 mars 2021 et 21 octobre 2025 qui établissent des prescriptions complémentaires portant notamment sur les nuisances sonores.

Contexte de l'inspection :

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur les conditions de stockage des produits chimiques a conduit à formuler plusieurs demandes que l'exploitant devra prendre en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les substances et produits objet de l'inspection ont été sélectionnées par sondage. Ont été retenus : <ul style="list-style-type: none">- l'acide sulfurique utilisé au niveau de la station de traitement des eaux ;- la soude 50 % également utilisée au niveau de la station de traitement des eaux ;- le produit Vibios Onda E, bactéricide utilisé pour la préparation de colle. Les FDS disponibles ont été présentées : l'exploitant ne disposait pas de la FDS de l'acide sulfurique transmise par le fournisseur actuel. L'inspection a été menée sur la base de la FDS délivrée par l'ancien fournisseur FDS datée de 2016. S'agissant de l'accès des travailleurs aux informations des FDS, l'exploitant élabore des fiches réflexes affichées au niveau des stockages pour les 3 produits. Les FDS sont par ailleurs disponibles au niveau de l'infirmerie mais seuls les sauveteurs sécurité au travail disposent de l'information. Il est à noter que sur les fiches réflexes de l'acide sulfurique et de la soude, il est indiqué comme consigne en cas d'incendie : arroser à grande eau. Or sur les FDS il est indiqué respectivement pas d'agent aqueux et ne pas utiliser un fort courant d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sollicite et récupère la FDS de l'acide sulfurique auprès du fournisseur. L'exploitant corrige les fiches réflexes associées aux stockages d'acide sulfurique et de soude en prenant en compte les informations des FDS, en particulier les consignes en cas d'incendie. L'exploitant prend les dispositions pour informer et mettre à disposition à l'ensemble des opérateurs concernés les FDS et leur portée.

L'exploitant justifie la prise en compte des demandes ci-dessus sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques a porté sur les moyens d'extinction disponibles sur la zone de stockage de l'acide sulfurique et de la soude.</p> <p>Hormis la remarque relative à la fiche réflexe sur laquelle il est indiqué de façon erronée "arroser à grande eau", les agents d'extinction en présence à savoir des extincteurs dioxyde de carbone et poudre correspondaient aux moyens prévus sur les FDS.</p> <p>Il est toutefois à noter que le local est sprinklé alors que la FDS de l'acide sulfurique (qui n'est pas celle du fournisseur actuel) mentionne "pas d'agent aqueux".</p> <p>Les FDS de l'acide sulfurique et de la soude mentionnent respectivement : "les emballages déjà ouverts doivent être refermés..." et "conserver les conteneurs hermétiquement clos". Or les bouchons des fûts ont été retirés pour introduire les cannes d'aspiration.</p> <p>Enfin sur la FDS de l'acide sulfurique il est indiqué : "conserver à l'écart des bases". Or les rétentions de la soude et de l'acide bien qu'indépendantes sont contiguës.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des dispositifs d'aspiration étanches au niveau des fûts d'acide sulfurique et de soude. Les rétentions de ces deux produits incompatibles ne doivent pas être contiguës.</p> <p>Au vu de la FDS présentée pour l'acide sulfurique, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour que le stockage soit hors d'atteinte des sprinkleurs.</p>

L'exploitant confirme sous 2 mois la prise en compte des demandes formulées ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'acide sulfurique et la soude sont stockés en container de 200 litres sur des rétentions mobiles mono produit en polyéthylène de volume 225 litres.</p> <p>Le Vibios Onda E est stocké sur l'unité de préparation de colle. Cette zone est conçue de façon à collecter les déversements éventuels vers un caniveau. Selon les informations recueillies en séance ce caniveau rejoint un autre caniveau récupérant des eaux souillées. Les eaux sont alors recueillies au sein d'une fosse d'où elles sont pompées (asservissement niveau haut) vers une unité de traitement des eaux. Les eaux traitées sont réutilisées au niveau du process.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirme sous 2 mois le mode de prise en charge des déversements éventuels au niveau de l'unité de préparation de la colle.</p> <p>Dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il précisera la nature des effluents avec lesquels les déversements seraient potentiellement en contact en vérifiant d'éventuelles incompatibilités, - il indiquera les volumes disponibles au niveau de la fosse de relevage (prévention des débordements) et confirmera l'aptitude de la station de traitement à traiter un déversement d'un container complet sans risque de rejet au milieu.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'acide sulfurique et la soude sont stockés sur des rétentions mono produit. Le VIBIOS ONDA E est stocké directement sur l'unité de préparation de colle. Sur la même zone, on note la présence du produit EROL EAP 2422 qui selon sa FDS serait incompatible avec les bases et acides forts. Le VIBIOS ONDA E étant corrosif, il est potentiellement basique ou acide. Il convient donc de vérifier sa compatibilité avec le produit EROL EAP 2422.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie le pH du produit VIBIOS ONDA E afin de se positionner sur sa compatibilité avec le produit EROL EAP 2422.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté sa base de données listant l'ensemble des produits chimiques utilisés sur le site. Les stocks sont suivis via le logiciel SAP. Les entrées de produits sont mises à jour au fur et à

mesure. Les sorties (quantités utilisées, expéditions éventuelles) sont mises à jour mensuellement. L'état des stocks est de fait majorant.
Par ailleurs il est apparu que l'acide sulfurique et la soude qui sont utilisés pour le traitement de l'eau et non pour la production, ne sont pas gérés par le système décrit ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre à son système de gestion SAP, l'ensemble des produits utilisés sur site afin de disposer d'un état des stocks complet incluant notamment les stocks d'acide sulfurique et de soude. Cette mise en conformité est à confirmer sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois